

PORTE-COTON DU ROI...

«Au 17^{ème} siècle, un de Laflanel avait tenu le coton à Louis XIV, en un temps où ce roi souffrait d'une exceptionnelle activité d'entrailles qui eut quelques répercussions sur son humeur et les affaires de l'État. Mais le gentilhomme préposé à l'auguste nettoyage s'acquittait si délicatement de sa tâche que le monarque, avec cette suprême dignité qui lui a mérité dans l'histoire le nom de Grand, ne peut se retenir de lui dire une fois: "Ah, mon bon ami, comme vous me torchez çà!". - "Sire, répondit l'autre avec une admirable présence d'esprit, c'est mieux que du coton, c'est de Laflanel!"... Et ce trait, partout répété dans Versailles, donna une grande illustration aux de Laflanel, illustration qui devait se perpétuer jusqu'à la chute de l'Ancien Régime. La Révolution, qui n'épargna pas les traditions les plus respectables, fit bon marché de celle-ci comme des autres».

Gabriel Chevallier (Clochemerle).

Le Congrès confédéral et le CCN qui l'a suivi ont suscité de nombreux commentaires dont certains franchement malveillant. Certes, nos débats furent passionnés et les divergences entre les partisans de Pitous et ceux de Blondel bien réelles. Mais de là à parler de scission ou encore de volonté de scission de la part de Marc Blondel, il y a toute la mauvaise foi d'un Noblecourt qui, par ailleurs, prête à Bergeron des propos qu'il n'a certainement pas tenus. En définitive, de quoi s'agissait-il? Quel était l'enjeu? Indépendamment de la personnalité de Claude Pitous, on ne peut ignorer que parmi ses soutiens les plus remuants sinon les plus fidèles on trouvait des militants de fraîche date directement manipulés par l'Élysée. Il nous faut bien également remarquer qu'il comptait parmi ses «amis» quelques modernistes qui poussaient un peu loin le sens du «compromis» avec le patronat.

Et la querelle du «mandat» est loin d'être une fausse querelle ou une bataille de «chiffaillons» comme ont osé l'écrire les gens du *Canard Enchaîné* qui, visiblement, ignorent tout de la classe ouvrière et de ses organisations.

Que signifie dans le mouvement ouvrier voter «en son âme et conscience», sinon s'arroger le droit de «bouffer son mandat», c'est-à-dire de ne tenir aucun compte de la volonté des adhérents?

Une telle conception, à laquelle, hélas, André Bergeron avait cru devoir apporter sa caution, ne peut qu'aboutir à la constitution, au-dessus de l'organisation elle-même, d'une couche bureaucratique totalement irresponsable et n'obéissant qu'à ses propres lois. En un mot, c'est, à proprement parler, une conception stalinienne de l'organisation.

L'enjeu du Congrès et du CCN allait bien au-delà du choix entre deux hommes.

Au centre du débat: la recomposition syndicale dont certains, n'y a encore quelques semaines, niaient la réalité et qu'ils ont finalement condamnée... la veille du congrès.

Mais pour autant «les recompositeurs» ne désarment pas.

Dans *Ouest-France* du mercredi 8 février, c'est-à-dire très exactement 4 jours après la victoire à la CGT-FO des partisans de l'indépendance syndicale, l'offensive reprend à «petits pas».

Jean Kaspar ambitionne d'être le porte-parole officiel du patronat et du gouvernement. Eh bien, laissons les «porte-coton» du roi à leur besogne.

Laissons Jean Kaspar redécouvrir (au nom de la modernité) les «familles professionnelles de Vichy».

En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais ambitionné d'être des porte-parole patronaux ou gouvernementaux.

Nous sommes, nous les porte-parole des travailleurs, c'est-à-dire les interlocuteurs (les seuls crédibles!) du patronat et du gouvernement. C'est dire que nous ne «*recomposons*» pas. Nous reconstruisons la vieille CGT, celle du Congrès de Montpellier dont le rôle et la place ont été confirmés au congrès de 1906.

La «*Charte d'Amiens*» scellait, sur la base de la reconnaissance de la lutte des classes et de la nécessité de l'indépendance du mouvement syndical, un accord entre les différents courants du mouvement ouvrier.

Cet accord historique a non seulement résisté au temps, mais notre congrès et le CCN viennent de le renouveler.

Telle est la signification profonde de l'élection de Marc Blondel. C'est un choix qui engage l'avenir. N'en déplaise à Jean Kaspar et à ses complices... où qu'ils se trouvent.

Contrairement à ce que racontent certains journalistes en mal de copie, l'élection de Blondel n'est pas la victoire «*d'un camp sur un autre*», mais la victoire de la classe ouvrière et, au-delà, de la démocratie elle-même.

C'est le désaveu de la quasi-totalité de nos militants à la 5^{ème} République et à ses mœurs qui commençaient, hélas!, à infecter l'organisation.

Tout est bien qui finit bien!

Alexandre HÉBERT.
